

RENCONTRES PROFESSIONNELLES FRANCO-ALGÉRIENNES

Pour une relance effective des investissements

Il y a quelques années, la même institution française qu’est le Consulat de France à Annaba avait organisé les Premières Rencontres professionnelles qui, il faut le rap-peler, avaient été couronnées de succès.

Malheureusement cet élan, qui consistait à rapprocher les profes-sionnels de différents secteurs d’ac-tivité économique et de mettre en contact direct les hommes d’affaires et les opérateurs économiques des deux pays, s’est brusquement rompu. En sera-t-il de même pour celle qui s’est achevée ce dernier lundi ? La question est posée au consul général de France à Annaba Patrick Poin-sot. Il a certainement eu des échos favorables de la manifes-tation similaire qu’il a organisée ces derniers dimanche et lundi à l’hôtel Sabri. Elle a regroupé des chefs d’entreprises algériennes et fran-çaises et un grand nombre d’acteurs et de décideurs de la chose écono-

mique. Il faut dire que le consul général de France à Annaba avait, à ses côtés, les principaux acteurs de la Chambre de commerce et d’in-dustrie (CCI) Seybouse, le directeur de l’Agence nationale de développe-ment de l’investissement (ANDI).

Cette rencontre professionnelle économique est de portée interna-tionale. Animateurs et participants se sont beaucoup attardés sur de nombreuses thématiques en liaison avec les ports et le vieux bâti.

Des thématiques majeures bien mises en relief par les intervenants majoritairement des experts locaux et étrangers de renommée interna-tionale. Préalablement, l’organisa-teur a tenu à présenter les représen-

tants des sociétés françaises partici-pant à ces rencontres. Puis, il a été question de relations économiques franco-algériennes.

Pour ce dossier, le consul géné-ral de France à Annaba a fait appel à deux spécialistes de la question que sont le chef du service économique régional de l’ambassade de France en Algérie, Denis le Fers, et le direc-teur du bureau de Business France Algérie. Les trente minutes qui leur ont été imparties ne leur ont pas suffi pour expliquer le pourquoi de cette faiblesse de la présence des inves-tisseurs français en Algérie.

Et bien que figurant au program-me des interventions au chapitre de «la nouvelle politique de réorganisa-tion et de développement des ports en Algérie» abordé par Yacine Hafiane, les cadres français de l’am-bassade de France n’ont rien appor-té de nouveau à ce dossier ? Et

pourtant, l’Algérie multiplie ces der-nières années les opérations d’opti-misation des investissements infra-structurels portuaires. C’est ce que soulignent à chaque fois les autori-tés algériennes quand elles parlent de leur volonté d’intégrer les grandes chaînes de la logistique internationale, de la promotion des échanges, évolutions et innovations dans les métiers maritimes et por-tuaires (transitaires, chargeurs, transporteurs routiers, consignai-taires, manutentionnaires, opéra-teurs de terminaux, OTM, gestion-naires de plateforme logistique...).

Dans son intervention, le chef du service économique régional de l’ambassade de France en Algérie n’avait fait que survoler ces aspects. Ce qui n’était pas le cas du prési-dent de la CCI Seybouse qui a parlé du cadre de coopération et de concertation mis en place en Algérie

pour des investissements étrangers.

C’est également ce dossier d’in-vestissement sur lequel s’est attardé le directeur de l’Andi Salim Branki dans son intervention sur «le nou-veau code de l’investissement et les opportunités de la région de l’Est». Tout aussi pertinentes que les ques-tions abordées par Réda El Baki directeur général de la Chambre de commerce algéro-française sur le règlement des opérations de com-merce extérieur, le transfert des divi-dendes et les éléments de retour d’expériences sur l’investissement en Algérie.

Et comme pour ne pas être en reste, Malik Bouacida, enseignant-chercheur à l’université de Strasbourg, a révélé aux nombreux participants à ces rencontres profes-sionnelles d’Annaba sa vision sur les facteurs de la performance du partenaire local engagé dans une alliance internationale et le cas des joint-ventures algéro-étrangères.

La visite du port, de la gare mari-time et du vieux bâti de la ville constituant les thématiques de ces rencontres d’Annaba ont ponctué ce rendez-vous économique.

A. Bouacha

SANTÉ
Des brigades d'inspecteurs sur le terrain

C’est un ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospita-lière très remonté contre des cadres de son secteur, responsables de structures et autres établissements spécialisés de santé, qui a animé la rencontre nationale des établisse-ments spécialisés.

Une colère générée par des situations anachro-niques que le ministre ou ses proches collabora-teurs ont relevée. D’autres ont été constatées par les brigades d’inspecteurs mises en place. Elles sont en effet 42 à avoir, déjà, sillonné 20 wilayas.

Certaines de ces inspections ont permis de mettre au jour des situations véritablement catastro-phiques pour les malades. C’est notamment le cas de la clinique Daksi (Constantine). Bien que tous les moyens humains et matériels aient été mis à la dis-position des praticiens, il n’y a pas eu une seule greffe réalisée tout au long de l’année 2016. «C’est inad-missible. Et je ne peux tolérer que les moyens mis en place par l’Etat soient otages de certains qui ont décidé de ne plus travailler».

La menace est claire. Elle a été enregistrée par tous les cadres du secteur réunis pour la cir-

constance à la salle de réunion de l’APW Annaba. Colère du ministre également en ce qui concerne l’opposition à la vaccination des élèves de la 1^{re} à la 7^e année contre la rougeole et la rubéole. «Nous savons que nous gênons les intérêts de certains. Il fallait s’attendre à cette réaction. Il reste que les parents ne doivent en aucun cas prendre pour argent comptant la désinformation. Je signale que 34 pays sur les 194 inscrits sur le registre de l’OMS ont éradiqué ces deux patholo-gies. Nous travaillons pour permettre à notre pays de figurer sur cette liste dans un délai très proche», a précisé Abdelmalek Boudiaf. Il a ajouté qu’un million d’élèves sur 7 millions concernés ont été déjà vaccinés.

Sur sa lancée, il a révélé que son département n’a enregistré aucun problème inhérent à ce vaccin utilisé depuis 1988 en Algérie. Il est conforté par le directeur de l’institut Pasteur. «A ce jour, il n’y a pas eu un seul décès. Ce vaccin a subi tous les tests d’instituts internationaux. Ses effets secondaires sont tout ce qu’il y a d’ordinaire à l’exemple de tous les autres vaccins», a-t-il souligné. Ce qui permet au ministre d’appeler à la vigilance pour lutter contre la désinformation. Ce qui ne l’a pas empê-ché de pointer du doigt les responsables défaillants. Il faut dire que pour une rencontre

d’évaluation des activités, celle de Annaba a été riche en enseignements. Et c’est tant mieux pour ce secteur.

Selon la directrice centrale chargée de la pré-vention, la mortalité maternelle et infantile, particu-lièrement celle néonatale, est en hausse. «Les résultats ne sont pas à la mesure des moyens exis-tants. Il existe un plan national de réduction. Il figu-re au programme de la nouvelle loi sanitaire», dira ce responsable.

Abordant la question de la progression de la consommation des médicaments dans les struc-tures de santé au plan national évaluée à 27% dans le sud du pays et 15% à Annaba, cette progression est de 7% au plan national. Ces rencontres sem-blent être utilisées comme un tremplin pour mieux sensibiliser chacun des cadres gestionnaires. Elles servent également de lieu d’échange d’expériences et de pédagogie de gestion.

Pour conclure la première partie des interventions, Abdelmalek Boudiaf a énoncé trois interdits, tel celui des pannes d’équipements, de pénurie de médicaments et d’absentéisme. Comme il a souligné la nécessité de régler le problème de la gynécologie. Ce problème doit disparaître. Toute évacuation doit être impérativement accompagnée d’une lettre d’orientation.

A. B.

L’UNION EUROPÉENNE VEUT UN PARTENARIAT SUBSTANTIEL AVEC L’ALGÉRIE

Bruxelles mange Alger avec les yeux

Contrairement à ce que des experts, certains crédibles et d’autres de pacotille, le suggèrent, c’est le moment pour l’Algérie d’avoir des accords avantageux avec l’Union euro-péenne. Lamamra, ministre algérien des Affaires étran-gères, l’a très bien compris et négocie habilement. Récit d’un changement de paradigme européen qui peut être un tournant majeur dans la relation Alger-Bruxelles. L’UE n’a pas d’autre choix que de faire les yeux doux à l’Algérie.

De notre bureau de
Bruxelles, Aziouz Mokhtari

L’Union européenne, 28 moins 1 dans quelques jours, est dans une situation de délabrement avancé. En interne, les tensions sont grandes entre les Etats membres que, prati-quement, toute discussion pour un compromis affole (immigration, accueil de réfugiés, fiscalité, harmoni-sation sociale). En externe, c’est pire et l’éclatement diplomatique n’est pas loin, il frappe même à la porte.

Sur le rapport à la Russie, l’Allemagne, puissance première et dont la voix compte presque autant que les autres pays européens réunis, ne veut plus être l’otage de la lecture anti-soviétique devenue anti-russe des ex-pays du bloc soviétique,

nouvellement arrivés dans l’en-semble. Berlin considère que Moscou est un partenaire, difficile, certes, pas commode, évidemment, mais avec lequel une tension permanente n’est pas indiquée.

Les Allemands profitent de l’arri-vée au pouvoir de Trump aux USA pour évoluer doctrinalement sur le dossier russe. En France, où le départ des lobbies hostiles à Poutine atlantistes et belliqueux emmenés par Hollande sur la base d’une lecture de Laurent Fabius des événements, ça évolue dans le même sens.

Les candidats ayant une chance de devenir président en mai prochain ne sont pas sur la ligne anti-russe de François Hollande.

Les deux favoris, E. Macron et F. Fillon, proclament même leur inten-

tion de renoncer, vite, le dialogue avec la Russie. Idem pour l’Iran, la Chine et surtout sur la question palestinienne. Les Allemands, les Français, les Italiens, les Belges, les Espagnols veulent revenir à plus d’équilibre, à moins de partialité en faveur d’Israël dans la région.

Pourquoi cette soudaine philan-thropie européenne ? Trois raisons à cela. La question syrienne où Bachar Al-Assad s’en sort victorieux dans sa résistance à l’Etat islamique, caver-neux, barbare, criminel, redéploie les cartes. L’avènement de Trump qui n’accorde pas une attention particu-lière à l’Union européenne qu’il sait divisée, écartelée et incapable d’avancer comme un bloc compact, uni sur l’essentiel. Le Président amé-ricain l’a dit et le redit, il discutera avec les Européens, un à un, en bila-téral pas en multilatéral. Ce qui crée un climat de sauve-qui-peut, ici, en Euroland.

Autour des 27, Brexit obligera, et sur la rive sud, notamment, que du désordre, que des situations compli-quées, certaines très compliquées comme le Sahel, la Libye, le Sud-Soudan ou le Yémen.

Très proche du cœur nucléaire de

l’Union européenne, de par sa posi-tion géostratégique, la puissance de son armée, son potentiel économique et sa place centrale dans les proces-sus des négociations de sorties de crise comme au Mali ou de ce qui reste en Libye, l’Algérie s’impose et pour une longue période comme un partenaire sûr et solide.

Ça l’est d’autant plus qu’avec la Turquie, autre mastodonte, les hori-zons d’une détente n’apparaissent pas, vu surtout qu’Ankara se rap-proche «dangereusement», selon Bruxelles, des Russes et qu’avec le Maroc, avec la décision de la Cour européenne de justice excluant le Sahara occidental du territoire maro-cain, une grave détérioration des relations pointe. Rabat n’attendant rien moins que l’Europe s’assoit sur la décision de sa propre justice !

La mobilisation des médias maro-cains autour du séjour de Lamamra à Bruxelles (avant-hier Conseil d’asso-ciation) en dit long sur les inquiétudes de Rabat quant au rapprochement «substantiel», le mot est de Federica Mogherini, haute représentante de la diplomatie de l’UE, entre Alger et Bruxelles.

A. M.

LA DISCUSSION
A PORTÉ SUR
LES QUESTIONS
CONOMIQUES
ET SOCIALES

La délégation
du FMI reçue
par le SG
de l’UGTA

La délégation du Fonds moné-taire international (FMI), qui séjourne en Algérie depuis le 7 mars dernier, a été reçue hier au siège de la centrale syndicale par le secrétaire général de l’UGTA.

Lors de cette rencontre, la partie syndicale algérienne a exposé son point de vue sur les différentes questions ayant trait à «la revendication syndica-le» ou encore «à la position de l’UGTA vis-à-vis de la politique socio-économique que prône le gouvernement».

Pour rappel, une délégation du Fonds monétaire international (FMI) est en Algérie depuis le 7 mars dernier. Lors de son séjour qui va durer jusqu’au 20 mars prochain, la délégation s’entretiendra avec plusieurs respon-sables en charge des questions économiques, financières et sociales du pays.

La «mission du FMI s’inscrit dans le cadre de consultations régulières entre cette institution et notre pays», a-t-on indiqué.

En effet, conformément aux dispositions de l’article 4 de ses statuts, le FMI procède chaque année à des consultations bilaté-rales avec ses membres.

Cette visite fait suite aux consultations de l’année dernière. Le FMI avait alors relevé dans son rapport présenté en conseil d’administration, le 16 mai 2016, que l’économie algérienne était confrontée à quelques problèmes d’ordre structurel.

A. B.